

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 24 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

Les Sablières des Hauts-de-France

11 boulevard des Alliés
59148 Flines-Lez-Raches

Références :2024-V3-0223
Code AIOT : 0007000035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement Les Sablières des Hauts-de-France implanté Le Bois de Flines 59148 Flines-lez-Raches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Sablières des Hauts-de-France
- Le Bois de Flines 59148 Flines-lez-Raches
- Code AIOT : 0007000035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de Flines-lez-râches, la société Carrière DHAINAUT est autorisée par arrêté préfectoral du 06/07/2009 à remblayer l'excavation avec des déchets inertes externes et notamment des terres excavées.

L'action vise à vérifier la mise en conformité des installations par rapport aux prescriptions vis-à-vis du rejet des eaux d'exhaures.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (DEP2)
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations de traitements	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Valeurs limite du rejet de l'eau d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Valeurs limite du rejet de l'eau d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	point de prélèvement et de mesures	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.5.1	Sans objet
5	programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que :

- le point de rejet des eaux d'exhaure dispose d'un canal de mesure nécessitant un entretien plus régulier (présence de dépôts sur les parois) ;
- les résultats sont non conformes pour la concentration en DCO, qui dépasse de plus de deux fois la valeur limite prescrite ;
- Le bassin de décantation est presque rempli ;
- l'installation dispose de plusieurs débourbeurs-deshuilleurs avant le rejet des eaux pluviales dans le réseau de fossé périphérique de la carrière, pour lesquels l'exploitant n'a pas de justificatif d'entretien ;
- les paramètres suivis au titre de l'article 18.4.2 de l'arrêté d'autorisation n'ont pas de valeurs de référence.

Au vu des constats, l'inspection demande les éléments suivants :

- la mise en œuvre, sur six mois, d'une surveillance renforcée des paramètres de l'article 18.3.4 de l'AP d'autorisation, avec une fréquence mensuelle ;
- les bons de commande signés de l'entretien des débourbeurs-deshuilleurs ;
- les justificatifs du lancement des travaux de création d'un nouveau bassin de décantation, ou de toute autre action équivalente permettant de maîtriser la concentration des eaux d'exhaure en matières en suspension avant leur rejet.

Afin de renforcer temporairement la surveillance du paramètre DCO en fort dépassement des valeurs limites d'émission autorisées, l'inspection proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant des valeurs de référence pour les paramètres visés par l'article 18.4.2, en se fondant sur les seuils de qualité des eaux brutes destinées à la potabilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de traitements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitements des eaux
Prescription contrôlée : \$1 - Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté (séparateurs à hydrocarbures, bassins de décantation...). <p>Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.</p> <p>Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>\$ 2 - Les installations de traitement des eaux sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées pour le rejet d'eau d'exhaure, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maîtriser la pollution émise. En particulier, lors du curage du bassin de décantation final le rejet d'eau d'exhaure doit être suspendu si les valeurs limites de rejet ne sont pas respectées.</p>
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection constate que l'installation comporte : <ul style="list-style-type: none">• un bassin de décantation des eaux d'exhaure situé en amont du canal de mesure ;• deux séparateurs d'hydrocarbures situés en amont des rejets des eaux pluviales dans le fossé périphérique de la carrière. <p>Le bassin de décantation est rempli de matière. L'exploitant prévoit la création d'un second bassin de décantation en amont de l'existant afin de mieux décanter ces eaux. L'inspection et l'exploitant constatent la couleur orange des eaux, indiquant une forte charge en particules fines.</p> <p>L'exploitant présente les deux séparateurs d'hydrocarbures, qui sont accessibles.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la date du dernier entretien des deux séparateurs d'hydrocarbures. <p>En l'absence de documents justifiant l'entretien de ces installations, l'inspection proposera à M. le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription relative à l'entretien des installations de traitement des eaux avant leur rejet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Valeurs limite du rejet de l'eau d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.4			
Thème(s) : Risques chroniques, Débit			
Prescription contrôlée :			
§1- Débit			
	Instantané	Journalier	Annuel
Valeur Maximale	150 m ³ /h	2000 m ³ /j	500 000 m ³ /an
Constats :			
<p>Lors de la visite de terrain, l'inspection constate que le canal de mesure normalisé est muni d'un débitmètre optique permettant la mesure en continu du débit d'eau d'exhaure rejeté dans le fossé.</p> <p>La mesure du débit journalier effectuée par le contrôleur lors de la visite est de 1 323 m³/j. Cette mesure est conforme à la prescription.</p>			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :			
<p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre par voie électronique le suivi des débits du premier semestre 2024, sous un délai de 15 jours.</p>			
Type de suites proposées : Avec suite			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 15 jours			

N° 3 : Valeurs limite du rejet de l'eau d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des paramètres de qualité
Prescription contrôlée : §2 - Valeurs limites des paramètres de qualité - le pH est inférieur à 8,5 (eau naturellement acide favorable à la biodiversité et aux milieux environnants acidophiles), - la température est inférieure à 30° C, - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 25 mg/l (norme NFT90105), - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 40 mg/l (norme NFT 90101), - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 0,5 mg/l (norme NFT 90114), - la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/L. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24heures, en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : Les résultats de contrôle inopiné sont non conformes pour le paramètre suivant : - La concentration en DCO a été mesurée à 97 mg/l, soit plus de deux fois la valeur limite prescrite de 40 mg/l. L'analyse de l'autosurveillance du rejet des eaux d'exhaure entre 2017 et 2023 ne fait apparaître aucun dépassement pour ce paramètre. L'inspection s'interroge donc sur son origine. D'autre part, l'analyse de l'autosurveillance du rejet des eaux d'exhaure fait apparaître des dépassements réguliers de la valeur limite pour la concentration en matières en suspension, de l'ordre d'une fois la valeur limite de 25 mg/l. Lors de la visite, l'inspection a suivi le cheminement des eaux de rejet dans un fossé creusé par le carrier jusqu'à la Râche, sur un peu plus de 2 km. Sur le premier kilomètre, les eaux chargées s'éclaircissent progressivement. L'inspection constate que le fossé reçoit également les eaux provenant des parcelles agricoles qu'il longe. Certains secteurs de ce fossé sont busés, entre autre, le long des fonds de jardins. Dans ces parties busées, l'exploitant déclare avoir connaissance de rejets d'eaux pluviales des riverains dans le tuyau. L'exploitant s'est engagé à entreprendre des travaux de création d'un nouveau bassin de décantation en amont du rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu de l'importance du dépassement ponctuel de la concentration en DCO, l'inspection demande de renforcer la surveillance de la qualité des eaux d'exhaure sur une période de six mois, avec une fréquence d'analyse mensuelle. Les résultats des analyses d'autosurveillance des eaux d'exhaure sur les paramètres susmentionnés devront faire l'objet d'une interprétation.

En fonction de ces résultats, l'inspection pourra être amenée à proposer des suites appropriées.

D'autre part, l'inspection est en attente des éléments justifiant le lancement des travaux de création d'un nouveau bassin de décantation ou de toute autre action permettant de maîtriser la concentration des eaux d'exhaure en matières en suspension avant leur rejet.

En l'absence de justificatif démontrant la mise en œuvre d'un plan d'actions visant à réduire la concentration en MES du rejet des eaux d'exhaure, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription relative à la qualité des eaux rejetées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : point de prélèvement et de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement
Prescription contrôlée : §1- un point de prélèvement d'échantillon et de mesures représentatif de la qualité de l'effluent, doit être aménagé en amont du point de rejet dans le fossé qui borde la D 938. Cet émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit qui permet de mesurer le débit instantané et les volumes mensuels et annuels du rejet. Ce point doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Il doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. §2 -Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.
Constats : L'installation dispose d'un canal venturi, facilement accessible. Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité eau - Programme surveillance - remblayage
Prescription contrôlée : \$1 - L'exploitant définit un programme de surveillance de l'impact du remblayage sur l'eau en fond de carrière. Ce programme comprend au moins la détermination annuelle de la valeur ou de la concentration des paramètres suivants : pH, DCO, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, fluorures, indice phénols, COT, BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes), PCB (biphényles-polychlorés 7 congénères), hydrocarbures (C10 à C40), HAP(1) . (1) Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, pour le total des six substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- fluoranthène- benzo (3, 4) fluoranthène- benzo (11, 12) fluoranthène- benzo (3, 4) pyrène- benzo (1, 12) pérylène- indéno (1, 2, 3-cd) pyrène La première campagne de contrôle est réalisée dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, \$ 2 - En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, à une fréquence déterminée, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.
Constats : Les paramètres font l'objet d'une autosurveillance par l'exploitant depuis 2017 ; toutefois, aucune prescription concernant les valeurs limites n'a été faite par l'administration. L'inspection proposera ultérieurement à M. le Préfet du Nord un arrêté préfectoral complémentaire visant à préciser les valeurs limites d'émission (VLE) admissibles pour l'ensemble des paramètres du paragraphe 18.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2009.
Type de suites proposées : Sans suite